

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

ABONNEMENTS
AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	52 Nos 30 fr.
26 Nos 11 fr.	26 Nos 15 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucler, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Les mouches cochères

A en croire la presse du Front populaire, la victoire de ce dernier ne ferait aucun doute. La prochaine Chambre, où toutes les nuances du rouge domineraient, sera élue dans l'enthousiasme.

Cependant, malgré cet optimisme communicatif, il se trouve d'irréductibles réfractaires à l'enthousiasme.

Et nous sommes de ceux-là. Depuis bientôt un an que s'est constitué le Front populaire, nous n'avons cessé de crier casse-cou aux travailleurs, quand nous avons vu que, dès sa naissance, ses auteurs n'avaient eu pour but véritable que d'en faire une formation strictement électorale.

Si nous avons dénoncé sans relâche cette illusion de l'action — de l'inaction plutôt — parlementaire, ce ne fut pas pour le vain plaisir de jouer les Cassandra et les prophètes de mauvais augure. Mais c'est parce que tous les faits de la vie politique française, depuis ces quinze dernières années, n'ont fait que corroborer notre défiance de principe du parlementarisme.

Nous avons dit sur tous les tons que c'était en dehors du Parlement que le sort des travailleurs devait se jouer. Et il apparaît bien qu'avant qu'il soit longtemps les graves événements qui se préparent nous donneront raison.

Quand nous parlons de graves événements, nous ne pensons pas seulement aux complications de la situation extérieure. Nous avons aussi et surtout en vue la conjoncture politique intérieure.

Orienté, inspiré par les communistes, lesquels sont bien déterminés à tous les sacrifices pour que la France reste « forte », le Front populaire devra sacrifier son programme social pour se maintenir au pouvoir et ne pas entreprendre de bataille avec tous les privilégiés du régime capitaliste. Ou alors s'il veut réaliser ce programme, il faudra se résoudre à une action véritablement révolutionnaire qui dressera contre lui toutes les forces de réaction qui sont un peu plus nombreuses que les deux cents familles... Et cette action révolutionnaire aura pour conséquence fatale d'affaiblir le potentiel offensif de la France, ce qui, évidemment, ne saurait convenir à M. Staline.

Voilà un dilemme qui n'a pas échappé, on peut le croire, aux yeux attentifs des « deux cents familles ». Elles savent, par une expérience plusieurs fois renouvelée, qu'un « triomphe » électoral des gauches est de courte durée dans ce pays où toute l'économie nationale leur est soumise.

Aussi, d'ores et déjà, leurs précautions sont-elles prises, leur dispositif de combat est organisé. L'ennemi populaire sera attaqué sur plusieurs fronts. Déjà, dans la grande presse, la dévaluation est à l'ordre du jour. Malgré le bluff des pluminets de l'Humanité qui se présentent comme les meilleurs défenseurs de l'intégrité du franc, il apparaît bien qu'on ne pourra désormais y échapper. La dette perpétuelle s'est accrue de plus de 70 milliards depuis quatre ans, et tout le monde sait que la moitié du budget est consacrée à son service. Or, la dévaluation dressera contre le Front populaire l'énorme masse des petits porteurs, des petits rentiers, etc. Elle aura pour conséquence inéluctable d'accroître le coût de la vie et d'accroître encore la poussée revendicative qui ne manquera pas de se produire après l'arrivée au pouvoir des gens qui auront promis monts et merveilles aux électeurs ouvriers.

On connaît déjà la réponse des grands trusts aux revendications ouvrières. Les compagnies minières ont opposé un refus brutal et catégorique aux mineurs qui demandaient le rajustement de leurs conditions de travail. Parlant l'autre semaine au banquet du Comité Central de la Laine, le nommé Koenig, successeur du trop célèbre Mathon à la présidence du Consortium textile, a déclaré brutalement au ministre du Commerce en exercice que les grands patrons du textile étaient opposés formellement à toute augmentation de salaire, à la semaine de 40 heures et au contrat collectif.

Idem dans la métallurgie.

Dumoulin rapportait l'autre jour dans le Populaire qu'au Congrès de Toulouse, un délégué connu, paraît-il, pour sa méfiance systématique du pouvoir, s'était écrié qu'il faudrait beaucoup fréquenter le ministère du Travail après les élections. Et Dumoulin de surenchérir en disant qu'en effet ce ne sera pas pour son titulaire une situation de tout repos.

Eh bien, nous ne savons pas si les militants ouvriers devront fréquenter après les élections le Ministère du Travail. Mais il y a une chose dont nous sommes sûrs : c'est qu'ils devront fréquenter surtout les carreaux de mines, les chantiers et les usines. Car c'est là qu'elle se fera, la poussée revendicative.

Et ayant élu de « bons députés », les électeurs ne tarderont pas à s'apercevoir que ceux-ci sont aussi impuissants à agir sur leur sort que l'était sur le coché la mouche du fabuliste. Ils bourdonneront beaucoup, mais ils n'agiront point. Car l'action ouvrière, pour être efficace, ne peut être que directe et non parlementaire.

LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE

La bataille électorale est ouverte.

Les partis qui vont s'affronter pour la conquête des mandats électoraux battent le rappel, aux gros sous et mobilisent leurs troupes pour un effort intensif et qui, paraît-il, doit être décisif.

« Le salut du pays est en jeu... qu'ils disent.

Et chacun d'eux de se féliciter des premiers résultats de cet « appel au peuple ».

De Kerillis annonce que les 3 millions qu'il a reçus vont être doublés. Les communistes, qui sont à 600.000, veulent passer le million, etc.

Devant toutes ces forces coalisées pour perpétuer la duperie électorale, les anarchistes doivent-ils rester inactifs ?

Nous affirmons le contraire. Sur eux seuls repose la responsabilité de débarrasser les crânes, trop longtemps abusés.

Or il ne s'agit pas d'opposer des balivernes aux boniments qui seront apportés par les politiciens de tous poils, mais de présenter une critique judicieuse et un programme d'action s'inspirant nettement des aspirations ouvrières.

Notre position est solide.

La faillite de tous les partis politiques est consommée. Le régime capitaliste craque de toute part.

Après l'expérience du Front populaire, son échec certain, aucune majorité politique stable ne sera possible. Cette Chambre sera la dernière représentation du parlementarisme.

Toutes nos théories se trouvent vérifiées par l'expérience.

Anarchistes vous devez en profiter. La lutte qui s'engage présentement est la lutte définitive.

Pour les masses désillusionnées du Front populaire, il ne restera plus que deux solutions : le fascisme ou la Révolution sociale.

Devant les expériences désastreuses de l'Italie et de l'Allemagne, les travailleurs de ce pays se détourneront des promesses fallacieuses des apprentis dictateurs, ils prendront la route de la Révolution.

Quelle Révolution ? Une seule !... Celle qui les délivrera d'une façon complète.

La Russie a démontré que la prétendue dictature du prolétariat, ne pouvait avoir d'autres résultats que de faire surgir une nouvelle classe d'exploiteurs, qui a ravi aux masses ouvrières et paysannes les bénéfices de la Révolution.

Pendant ces dernières années le parti communiste a pu dissimuler son vrai visage sous un masque révolutionnaire. Aujourd'hui, le masque est tombé. L'HUMANITE, au service du gouvernement russe, mène une campagne ultra-chauvine. Presque chaque jour nous recevons soit la visite, soit des lettres de militants ou sympathisants communistes qui, dégoûtés de l'attitude de leurs dirigeants, viennent à nous.

Nos méthodes d'action directe, nos conceptions de la démocratie ouvrière fédéraliste anti-étatique s'imposent de plus en plus dans les esprits.

Devant la faillite de tous les partis politiques nous crions : Place à l'anarchie !

Place à ce régime, qui donnera à chacun le maximum de bien-être et de liberté.

Dans des circonstances aussi exceptionnelles, anarchistes, vous devez faire triompher votre idéal : Tous groupés et unis vous devez vous lancer dans la lutte.

La foire électorale vous donne l'occasion d'intensifier votre propagande. Partout où cela est possible vous devez poser des candidatures afin d'avoir droit aux panneaux d'affichage.

L'Union anarchiste a voulu être à la hauteur des événements. Elle a fait un effort exceptionnel.

Déjà dans le département de la Seine, près de quarante candidatures ont été posées.

Pour permettre à tous nos amis d'engager le bon combat, nous avons fait éditer des papillons, des affiches que nous mettons à leur disposition.

Notre prochain numéro sera un numéro spécial, que, pour faciliter la propagande, nous laisserons au prix le plus bas.

Quel est donc le camarade qui ne pourra pas disposer de 3 fr. pour faire l'achat de 10 numéros qui bien placés serviront à débarrasser quelques crânes ? Quel est donc le groupe de camarades qui ne pourra pas acheter 50, 100 ou plusieurs centaines de numéros qui pourront être vendus ou distribués dans les meetings pendant toute la campagne ? Personne ne doit se refuser à participer à la lutte — mais il est indispensable que tous nous envoyons leurs commandes immédiatement, pour nous permettre de fixer le chiffre de notre tirage.

TOUS DEBOUT ! TOUS A L'ACTION !

Les partis politiques demandent des centaines de mille francs, des millions pour mener leur besogne détestable, nous n'en demandons pas tant.

Quelques milliers de francs nous suffisent, mais ils nous sont nécessaires.

Camarades, faites vos commandes d'affiches, de papillons, de numéros spéciaux. Adressez les fonds à M. Faucler, chèque postal : Paris 596.03.

(Voir la suite en 3^e page)

Le chemin de la paix

On ne saurait passer sous silence la récente réunion à Londres (elle s'est tenue en même temps que le Conseil de la S. D. N.) des deux Internationales ouvrière et socialiste. Les décisions qui en sont sorties intéressent toute la classe ouvrière et pourront déterminer le caractère de la lutte à mener contre la guerre.

Or, il faut le dire sans ambages, ces décisions nous paraissent à la fois inefficaces et dangereuses. Dans l'essentiel de leur teneur, elles reprennent la motion de la C. G. T., dont nous avons dit ici toute l'équivoque. Jouhaux peut se vanter après cela d'avoir vaincu certaines préventions des travailleurs anglais et, par là même, d'avoir contribué à modifier l'opinion et la politique des Trade-Unions et du Labour Party. Tout cela est fort bien. Mais croit-il avoir travaillé pour la paix ? On en revient toujours aux mêmes errements. On pense — négligeant l'action propre des travailleurs français — que la seule chance d'éviter la guerre réside dans une entente des deux gouvernements de Paris et de Londres, et il importe dès lors de diriger l'opinion publique anglaise à accepter les thèses françaises sur la responsabilité unilatérale de l'Allemagne. Il est facile de concevoir l'appui qu'en reçoit le gouvernement français, mais, encore une fois, la paix s'en trouve-t-elle mieux assurée ?

Que penser, par ailleurs, de cette organisation de la sécurité collective conçue sur la base du respect des traités et de l'aide apportée contre l'agresseur ? Que dire de cette condamnation redoublée de la décision de Hitler de rompre avec les dernières obligations de Versailles et de Locarno ? Comment peut-on dire enfin que ce dernier traité fut librement consenti ? Veul-on dire que Stresemann et Luther apposèrent leur signature sans y être le moins du monde contraints et que c'est en toute liberté qu'ils paraphrèrent un traité qui confirmait la perte des colonies du Reich, qui limitait étroitement sa puissance militaire et qui, en particulier, lui interdisait de réarmer la zone rhénane, c'est-à-dire la zone la plus vulnérable de l'Allemagne ?

C'est là, répétons-le, un insupportable rabâchage impérialiste. Qui le prend à son compte entre pleinement dans les vues du gouvernement français qui a tenu, on s'en souvient, à faire constater et qui voulait faire condamner par le Conseil de la S. D. N. la violation allemande, sachant bien que cette condamnation justifiait toute violence répressive, présente ou à venir. Nous préférons, quant à nous, opposer à ces mensonges ce fait que l'histoire n'a jamais enregistré de traité librement consenti, que tous les règlements internationaux ne furent jamais que des contraintes imposées par le vainqueur au vaincu et que, dans ces conditions, il n'est pas permis de parler d'une violation du droit.

Quant à l'organisation collective de la paix, que peut-elle représenter au juste ? Dans l'esprit des gouvernements fidèles à la S. D. N., elle ne signifie que le maintien du statu quo. La S. D. N. n'est d'ailleurs pas autre chose que la communauté des Puissances qui veulent que rien ne soit changé au monde actuel. Et c'est à cette nouvelle Sainte-Alliance que Jouhaux invite la classe ouvrière à apporter son appui ! Qu'il écrive, après cela, qu'une telle politique réalise l'égalité des droits, qu'elle marque l'abandon des vieux systèmes d'alliances, voilà de quoi confondre, car chacun ne voit-il pas qu'objectivement, elle est une politique d'encerclement de l'Allemagne ?

Ainsi, les décisions prises, nous dit-on, à une grosse majorité par les Internationales syndicales et ouvrières, ne rompent-elles en rien avec l'idéologie impérialiste. Elles lui apportent au contraire un précieux appui. On ne sera pas étonné de notre refus de nous y associer. Pour nous, il n'est point d'organisation possible de la paix en dehors de l'abolition complète des traités de violence qui ont liquidé la guerre de 1914. Il nous semble qu'en dégageant ainsi son action de celle des gouvernements capitalistes, qu'en refusant toute complicité dans le pillage des vaincus, qu'en réalisant concrètement et totalement l'égalité des droits, la classe ouvrière travaillerait vraiment à l'établissement d'une paix juste et définitive.

LASHORTES.

Considérations sur l'abstentionnisme anarchiste

J'ai reçu du camarade G. Carbo la lettre suivante :

Cher ami, Désireux de connaître l'opinion des camarades les plus en vue de tous les pays sur un point que nous estimons très important, le groupe Mas Lejos, de Barcelone, vient d'ouvrir une enquête.

Nous te prions instamment d'y concourir, en répondant aux questions suivantes :

1^o L'abstentionnisme électoral est-il pour les anarchistes une question de principe ?

2^o Peut-on, au contraire, le considérer comme une simple question de tactique ?

3^o Les anarchistes peuvent-ils, en vue de telles ou telles circonstances et laissant de côté tous les scrupules, s'apprêter à la prise et à l'exercice transitoire du pouvoir sous n'importe quelle forme, comme moyen d'accélérer la marche vers la réalisation de l'anarchie ?

Cette enquête étant de nature à intéresser les lecteurs du Libertaire, je leur communique ma réponse :

1^o « L'abstentionnisme » n'est pas, pour les anarchistes, une question de principe. L'abstentionnisme n'est qu'une conséquence, mais une conséquence logique, rigoureuse, inéluctable des principes sur lesquels reposent les données fondamentales de l'anarchie.

Entre les principes anarchistes et l'abstentionnisme, l'association est tellement étroite et si indissoluble, que quiconque adopte ces principes est tenu de pratiquer l'abstentionnisme, sous peine de mettre sa

façon d'agir en contradiction avec sa façon de penser.

De ce point de vue, il est permis de dire que, pour les anarchistes, l'abstentionnisme a toute la valeur d'un principe :

2^o Si l'abstentionnisme n'est pas, à proprement parler, une question de principe, il n'est plus qu'un problème de tactique. Mais, alors, il est nécessaire d'ajouter :

a) Que la tactique doit toujours être en liaison intime, en parfaite concordance avec les principes ;

b) Que tactique et principes doivent suivre la même orientation et se diriger vers le même but ;

c) Que la tactique doit être fonction et application du principe et que toute opposition entre le principe adopté et la tactique employée conduit fatalement soit à la condamnation de la tactique, soit à la ruine du principe ;

3^o J'estime que, en aucun cas et quelles que soient les circonstances, les anarchistes ne doivent s'apprêter à la prise de possession de ce qu'on appelle le Pouvoir, encore moins à l'exercice, même transitoire, dudit « Pouvoir ».

J'affirme et, quand on voudra, je démontrerai que, quels que soient les avantages qu'on espère retirer de l'exercice du Pouvoir, ceux-ci ne parviennent jamais à compenser les inconvénients qui s'en suivent.

Au surplus, comment serait-il admissible que les anarchistes acceptassent d'exercer eux-mêmes le Pouvoir qu'ils combattent inflexiblement quand il est dans la main des autres ?

Enfin, il ne faut jamais oublier que

l'anarchiste est celui qui se tient à distance égale de l'autorité qu'on exerce et de l'autorité qu'on subit ; celui qui se refuse à commander autant qu'à obéir ; celui qui ne consent pas plus à être le maître qu'à être le serviteur ; celui qui, s'il s'insurge contre la loi qu'on lui impose, ne veut pas, non plus, imposer sa loi aux autres ; que, pour tout dire, il est celui qui, ne se sentant socialement ni supérieur ni inférieur à qui que ce soit, a conscience qu'il est l'égal et le frère de tous et de chacun.

C'est cette haine réfléchie et indéfectible de la contrainte à imposer autant qu'à subir qui sépare et différencie l'anarchisme de tous les autres courants sociaux.

C'est cette condamnation du « Droit de commander » et du « Devoir d'obéir » qui conduit nécessairement l'anarchiste à l'abstentionnisme, le fait d'élire les législateurs ayant pour conséquence directe et certaine de conférer aux élus le pouvoir de fabriquer des lois et d'imposer aux électeurs le devoir de s'y soumettre.

C'est ce mépris, cette horreur de l'autorité qui fait de l'anarchiste, dans la société présente, un être tout à fait à part et du communisme libertaire un régime social qui ne s'apparente à aucun autre et s'oppose à tous les autres.

C'est, enfin, ce sens profond de l'égalité sociale qui conduit à la reconnaissance effective et au respect positif des droits et des devoirs mutuels et, par une pente naturelle, aboutit à la pratique de la Solidarité.

SEBASTIEN FAURE.

DIMANCHE, 5 AVRIL, A 14 HEURES 30

SALLE LENINE, à la BELLEVILLOISE, 23, rue Boyer

MATINÉE ARTISTIQUE AU PROFIT DU « LIBERTAIRE »

LEILA DE SANZ
la délicieuse chanteuse
Paule SANDRA
du Caveau de la République
Lucette VRINAY
de l'Européen

Au Piano :
le compositeur SAINT-SERVAN

Charles d'AVRAY
dans ses œuvres
Pierre DARAGON
vedette de la radio
Pierre-Alain DORLY
dans ses œuvres
Maurice HALLÉ
le poète beauceron

JACQUES-FRANCIS
du Caveau de la République
Marcel MACHÉ
violoniste, de l'Opéra
Robert PLESSY
de Radio-Paris et P.T.T.
Eugène WYL
dans ses œuvres
et BICOT, Régisseur

ALLOCATION DE SÉBASTIEN FAURE

« JEUDI », Comédie en un acte de Jacques Dapoigny

MM. Georges France et Bernard Mehu

« LE MEDECIN MALGRE LUI », de Molière (1^{er} acte)

Martine..... Mlle Hélène COCHE
Valère..... M. Jacques DAPOIGNY
Lucas..... M. Antonin BARYEL
M. Robert..... DOMINIC
Sganarelle..... Julien BERTHEAU

Entrées : 5 francs. Chômeurs : 2 fr. 50. — Les enfants ne paient pas.

Le prolétariat et la lutte contre la guerre et le fascisme

Jamais peut-être les dangers de guerre n'ont été plus menaçants que depuis le coup de force de Hitler qui réoccupant la zone démilitarisée de la Rhénanie. Aussi, voit-on les partis se réclamant de la classe ouvrière redoubler d'ardeur dans leur lutte pour la « défense de la Paix et de la Liberté » dans la « sécurité collective » ; mot d'ordre qui semble devenu leur préoccupation dominante, mais mot d'ordre qui n'a absolument rien de révolutionnaire et qui exprime au contraire très clairement la tendance strictement conservatrice de ces partis qui prétendent mener le prolétariat à la Révolution. Bien entendu, la C.G.T. réunifiée donne son plein appui à cette politique de conservation sociale.

On n'entend plus parler de la révolution prolétarienne ; c'est fini ! les révolutionnaires, ou soi-disant tels, sont devenus les seuls conservateurs dignes de ce nom. Ils sont désormais, et ils le proclament bien haut, les véritables défenseurs de la république bourgeoise et de ses libertés démocratiques, ces libertés dont les communistes nous disaient, il n'y a pas encore bien longtemps, qu'elles n'étaient que la « paravent du fascisme ». Ils entendent opposer à la menace permanente d'un putsch fasciste... la barrière du sentiment républicain du pays et des forces d'ordre » (sic). Les faux communistes d'hier, devenus subitement nationalistes et patriotes sur l'ordre de Staline, chantent *La Marseillaise* en compagnie des « assassins » Daladier-Frot qu'ils voulaient envoyer au poteau au lendemain du 6 février.

En 1914, la capitulation dans l'Union Sacrée des organisations ouvrières se fit *in extremis* ; aujourd'hui, il n'en est plus de même : ces mêmes organisations préparent, d'ores et déjà, et ce ouvertement et systématiquement, l'Union de la nation française contre l'hitlérisme. On sait d'autre part que, depuis la fameuse déclaration de Staline qui « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France » et davantage encore depuis que le pacte Franco-Soviétique est définitivement signé, l'ennemi, le seul qu'il faut combattre, après les communistes surtout, ce n'est plus « le capitalisme fauteur de guerre » mais le fascisme uniquement, — « le fascisme, c'est la guerre ! » — et le fascisme, c'est... Hitler.

Donc, la bourgeoisie française peut dormir tranquille : le communisme, ce n'est plus son « ennemi », mais son ami et même son meilleur ami, car sans son appui, il lui serait assez difficile de déclencher une nouvelle guerre. Comme nous le disons plus haut, c'est ouvertement que l'on prépare le prolétariat à accepter la guerre ; malheureusement, le prolétariat continue à suivre, comme un vil troupeau, sans rien voir ni comprendre, ces imposteurs à la solde de Moscou et autres menteurs professionnels de la politique.

QUI FAIT LA GUERRE ET QUI LA PRÉPARE ?

Jusqu'ici, nous avons toujours entendu dire que ce sont les capitalistes qui préparent la guerre. Il y a là un malentendu qu'il nous faut dissiper, car d'aucuns pensent que ce sont réellement les capitalistes qui « préparent » la guerre et que les ouvriers, eux, n'ont plus qu'à en faire les frais avec les paysans. Purement et simplement. Malheureusement, la vérité est tout autre. En effet, s'il est vrai que le capitalisme, en tant que système de production, même inévitablement à la guerre, il ne faut pas oublier par contre que les ouvriers n'en sont pas seulement d'innocentes victimes parce que, en réalité, ce sont bel et bien les ouvriers qui, de leurs propres mains, la préparent, et non point, comme on tend à le faire croire, les capitalistes. N'oublions pas surtout d'ajouter que les ouvriers ne se contentent pas de la préparer, c'est encore eux qui la font. Et ils la font précisément pour sauvegarder le régime qui les exploite et les affame, et permettre aux gros capitalistes de remplir leurs coffres-forts.

Tout cela est certes, bien douloureux à constater, mais c'est ainsi : la guerre n'est possible que parce que les ouvriers sont assez inconscients pour la préparer, et assez lâches pour la faire ensuite.

Il est utile, croyons-nous, de remarquer en passant que, depuis la déclaration de Staline, le parti communiste a cessé complètement toute lutte contre l'armée de l'impérialisme français. Mais il s'en tient pas là, et depuis la France impérialiste, celle qu'il n'avait jamais cessé de nous présenter comme étant à la « tête de la croisade anti-soviétique », est devenue l'alliée de la « Patrie Proletarienne » menacée par l'hitlérisme, tout est changé : il est désormais pour une armée vraiment républicaine, c'est-à-dire purgée de ses éléments fascistes. Avec Lénine, il s'agissait de désorganiser l'armée bourgeoise ; à présent, pour les communistes aux ordres de « Staline le Grand » (sic), il s'agit, au contraire, de la « réorganiser », de la rendre plus républicaine, plus cohérente, plus forte et plus sûre. Car vous pensez bien que la « Patrie Proletarienne » ne demande qu'une chose : c'est que son allié ait une armée aussi sûre et puissante que possible. Il faut que « l'Union de la nation française » soit scellée solidement ; aussi le parti communiste s'y emploie-t-il avec la plus grande ardeur, et gare à ceux qui prétendraient prêcher encore le défaitisme révolutionnaire, la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » ; ils se verraient qualifier de traîtres par ceux-là mêmes qui en font profession !

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Tout d'abord qu'est-ce que le fascisme ? C'est, en dernière analyse, la domination par la force de la bourgeoisie sur le prolétariat : la fin de toute démocratie. C'est l'Etat fort, dictatorial, qui permet au système capitaliste de se sauver de la crise sans issue dans laquelle il est engagé. On sait comment, par sa démagogie anti-capitaliste et l'exaltation du sentiment national, le fascisme a réussi à attirer à lui la majorité des classes moyennes et, même, une partie du prolétariat. En tous cas, chacun s'accorde à reconnaître que le fascisme puise surtout ses forces dans les classes moyennes que la crise a durement touchées. Et, pourtant, nous voyons le parti radical, expression politique de ces classes, adhérer au Front Populaire, lequel prétend justement lutter contre le fascisme. Qu'est-ce à dire ? Eh bien ceci : le parti radical s'est

parfaitement rendu compte que les partis socialistes et communistes n'ont absolument plus rien de révolutionnaire, et que, partant, leur anti-fascisme n'est qu'un trompe-l'œil qui leur permet de freiner l'ardeur révolutionnaire des masses. En effet, ne voyons-nous pas les dirigeants communistes qui naguère étaient les partisans acharnés de la lutte de classes (classe contre classe) prêcher la Paix Sociale et la « réconciliation française » ? En outre, ne font-ils pas tout leur possible pour empêcher l'armement du prolétariat, allant jusqu'à traiter de provocateurs ceux qui n'entendent pas la chose ainsi et qui préconisent que l'action directe est seule efficace. Mais les chefs communistes, ainsi que les socialistes, ne se contentent pas de prêcher le désarmement des groupes d'action directe, ils ont fait voter à ce sujet, sous prétexte de « désarmement des ligues », une loi interdisant l'armement des prolétaires révolutionnaires qui savent qu'on ne lutte pas victorieusement contre les bandes fascistes armées en chantant des hymnes à la liberté !

Inutile d'insister ; seuls les aveugles et les ignorants peuvent ne pas se rendre compte que le Front Populaire veut, en réalité, dévancer le fascisme ; mais non pas, comme on serait tenté de le croire, pour mieux aider le prolétariat à faire sa révolution, — car la lutte qui met aux prises l'anti-fascisme du Front Populaire et le fascisme du colonel de La Rocque n'est pas une lutte entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie conservatrice : c'est une lutte entre deux fractions conservatrices et rien de plus ! C'est dire que le prolétariat n'a rien à attendre de l'issue d'une telle lutte... Le Front Populaire au pouvoir, ce sera toujours le même système d'exploitation qui régnera ; et quand il tentera de se soulever contre celui-ci, il trouvera toujours devant lui l'Etat bourgeois avec sa répression impitoyable ! Seulement, celle-ci sera exercée par le Front Populaire ; voilà tout...

On pourrait assimiler la politique du Front Populaire à celle qu'ont toujours pratiquée les socialistes dans les pays où leur influence était énorme (Allemagne, Autriche, Angleterre, etc...) : c'est la politique du moindre mal, tant combattue naguère par les communistes ! Or, on connaît les conséquences de celle-ci, ainsi que son résultat : le fascisme. Aussi, quand les communistes disaient naguère que pratiquer la politique du moindre mal c'est préparer le lit du fascisme, ils avaient raison ! Pourtant, nous les voyons aujourd'hui à la remorque du parti radical et des « républicains sincères » (2). Nous les voyons même voter la confiance à Sarraut, l'homme du « Le Communisme, voilà l'ennemi », ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Doumergue, c'est-à-dire responsable des assassinats d'ouvriers commis par la police le 9 février 1934. Il est vrai que nous n'avons pas oublié comment, en Allemagne, les communistes, dans leur haine contre la social-démocratie, qu'ils accusaient de faire le jeu du fascisme, en vinrent à s'unir à Hitler pour battre celle-ci en Prusse, lors du fameux plébiscite de 1933. Nous n'avons pas oublié non plus comment le parti communiste rivalisa de démagogie nationaliste avec Hitler, lui opposant le « Führer » Thaelmann qui, seul, voulait vraiment la « libération nationale et sociale du peuple allemand » ; qui seul luttait réellement « contre le joug du traité de Versailles » justement qualifié par les communistes, jusqu'à la signature de l'alliance franco-russe, de « traité de brigandage » ! Or, aujourd'hui, nous voyons le parti communiste nous affirmer que, non seulement ce traité n'est pas, comme il nous l'affirmait alors, une « cause permanente de guerres », mais, au contraire, « la seule garantie de paix en Europe » !

Devant de telles constatations, tous les révolutionnaires dignes de ce nom sentent la nécessité urgente, impérieuse, d'appeler les ouvriers à s'organiser, en marge de la trahison des partis socialistes et communistes, en vue de la lutte décisive contre les groupements fascistes (si ceux-ci devaient relever la tête) et surtout contre le système capitaliste lequel engendre le fascisme et la guerre. Il faut que chaque ouvrier sache que la lutte véritable contre le fascisme ne peut être menée que sur le terrain de la Lutte de Classes ; et cela, parce que la lutte contre le fascisme, — comme la lutte contre la guerre, — c'est avant tout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat soi-disant républicain. Les vrais révolutionnaires n'ont pas à défendre cet Etat contre un autre Etat, et cet autre fut-il fasciste, — mais à le détruire par la révolution libératrice. Pour eux, leur devoir n'est pas, comme Vaillant-Couturier l'a écrit dans l'Humanité, d'opposer à « la menace permanente d'un putsch fasciste, la barrière du sentiment républicain du pays et des forces d'ordre » (sic), mais de se préparer activement à la riposte par des moyens révolutionnaires. Car ils n'ont que faire, eux, des hymnes en faveur de la Paix et de la Liberté en régime capitaliste, ainsi que des appels à l'union de la nation française. Ils savent trop bien que, tant que le régime capitaliste subsistera, tout appel à l'union de la nation sera une imposture, tant qu'il y aura des exploités et des exploités, une bourgeoisie et un prolétariat, — et qu'ils n'ont rien à défendre que leur peau, la Patrie étant toujours la Patrie du Coffre-Fort. Ils savent que l'élan du fascisme organisé et armé pour instaurer sa dictature ne pourra être brisé que par le prolétariat organisé et armé également pour le renversement violent de la bourgeoisie au pouvoir et l'instauration d'une société sans classes, seule digne d'être défendue par les travailleurs.

D. ATTRUIA.

GROUPE CARRIERES-CHATOU

Samedi 4 avril, à 20 heures 30

Salle Pillard, Café de Paris

Pont de Châton à Châton

Grande Réunion Publique et contradictoire

Le Front Populaire peut-il nous sauver ?

Orateurs : Frémont, Le Meillour, Boudoux,

Contre l'arbitraire

Voici un an, notre camarade Bartoszek était arrêté pour l'affaire de stérilisation de Bordeaux.

Après avoir été incarcéré de longs mois en Belgique, le gouvernement de la République ayant demandé et obtenu l'extradition de notre ami, ce dernier fut remis aux autorités françaises le 2 décembre 1935 et emprisonné au fort de Ha, à Bordeaux, à la disposition du parquet de cette ville.

Et cependant, que peut-on lui reprocher ? Rien ! sinon d'avoir inis courageusement à la disposition de la classe ouvrière des connaissances médicales qui étaient jusqu'alors l'apanage des seules classes privilégiées ; d'avoir permis à des ouvriers conscients des devoirs qui incombent à un père de famille, d'avoir des enfants qu'autant que la société criminelle que nous subissons serait capable de subvenir à tous leurs besoins, tant physiques que moraux.

La vasectomie n'étant pas prévue par la loi, d'autre part, les rapports d'experts étant favorables à la thèse de la défense, Bartoszek, logiquement, aurait dû être remis en liberté. Pas du tout ! Il fallait un exemple ! et voyant qu'on ne pouvait pas poursuivre pour le délit de stérilisation, on a inventé le délit de coups et blessures, comme s'il pouvait y avoir violence lors de l'opéré, non seulement se prête de lui-même à l'opération, mais encore est pleinement, par la suite, satisfait de son sort. Si on persiste à poursuivre notre camarade pour ce motif, il n'y a pas de raison de s'arrêter en si bon chemin et qu'on ne flaque pas en prison tous les chirurgiens de France et de Navarre qui s'aviseront, désormais, de pratiquer leur art sur la personne d'un quelconque patient.

A notre époque de démenée collective, au moment même où les maîtres du pouvoir s'avèrent incapables de lutter avec efficacité contre la misère, sans cesse accrue, de la classe ouvrière, à l'heure où les gouvernants de tous les pays se préparent à faire une nouvelle saignée dans les rangs du prolétariat, en faisant s'entr'égorgier des millions d'hommes, pour le plus grand profit du capitalisme international, il serait inadmissible de vouloir condamner un homme coupable seulement d'avoir été par trop ému par la grande détresse de la classe ouvrière et d'avoir eu pitié de ces pauvres petits martyrs qui ne naissent à la lumière du jour que pour connaître la souffrance et les vicissitudes de la vie.

Nous demandons à tous les hommes de cœur de protester avec la dernière énergie contre cette violation de la liberté individuelle. Que toutes les organisations révolutionnaires, tous les journaux d'avant-garde mettent tout en œuvre pour tirer Bartoszek des griffes de ses bourreaux.

La condamnation de Cottin

La Faim ou la Prison

La « Justice » bourgeoise continue à poursuivre Emile Cottin de sa haine. Passant mardi devant la 10^e Chambre, il a « écopé » une fois de plus.

Son défenseur, Maurice Paz, a eu beau expliquer que l'interdiction de séjour mettait pratiquement Cottin dans l'impossibilité de travailler, rien n'y fit : notre camarade a été condamné à deux mois de prison. Deux mois qui s'ajoutent ainsi aux nombreux précédents que Cottin a passés en prison pour la même infraction.

En sortant, notre camarade se trouvera donc dans le même dilemme : ou crever de faim, ou se rendre dans les régions interdites pour trouver du travail et dans ce cas s'exposer aux mêmes poursuites.

Il serait temps tout de même qu'une fin soit mise à ce scandale. Il serait temps que Cottin soit enfin mis en état de vivre.

UN ERRATUM

Nous commentons dans le dernier numéro du Lib. une condamnation scandaleuse d'un déserteur de 1913, Emile Hedde, par le tribunal militaire du Cherche-Midi.

Un long passage a sauté à la mise en page : relatan l'odyssée dramatique de ce malheureux.

Nous le reconstituons tel quel aurait dû paraître :

« Soldat au 8^e génie, il déserta en 1913 en Belgique. A la déclaration de guerre, Hedde écrit aux autorités militaires pour être rapatrié. Mais alors qu'il se disposait à passer la frontière de Belgique en 1915, il est arrêté par les Allemands et subit 18 mois de prison en Allemagne. Revenu en Belgique, il fut condamné à 20 ans de détention, puis gracié. Rentré enfin en France il fut arrêté en janvier 1935. De sorte qu'il a fait déjà quatorze mois de prévention. Le tribunal militaire du Cherche-Midi l'a condamné le vendredi 20 mars à trente mois de prison. »

Cette rectification nous donne l'occasion de rappeler une fois de plus — ce ne sera jamais trop ! — que la France reste le seul pays à n'avoir pas amnistié toutes les condamnations de guerre.

● INSTANTANE ●

Avez-vous remarqué l'indignation de la presse dite de gauche devant le résultat du vote de dimanche dernier en Hitlérisme. C'est à qui s'évertuera le plus à nous prouver que le scrutin est faussé par les tricheries et par l'état de dictature.

C'est certain, le peuple allemand soumis à un système perfectionné de terreur ne pouvait guère qu'approuver ses bourreaux. La presse de gauche a eu raison de parler ainsi. Mais où l'affaire se corse, où ça ne va plus du tout, c'est quand l'HUMANITE, avec sa surenchère habituelle, dénonce le bluff du plébiscite hitlérien qui, déclare-t-elle, est sans valeur, car la dictature d'Hitler est la meilleure preuve que les sentiments du peuple allemand sont différents de ceux de ses maîtres.

Voilà un langage qui nous plonge dans un abîme de réflexions.

Car enfin, s'il est vrai et c'est aussi notre avis que toute dictature a pour but d'imposer à un peuple une politique qu'il ne veut pas. Nous avons ainsi une explication de la durée de la dictature de Staline.

En effet, il apparaît en toute logique que la dictature hitlérienne révélant les véritables sentiments de l'Allemagne, il serait bien étrange que la dictature stalinienne soit la démonstration d'un grand enthousiasme pour le régime.

Toutes les dictatures ont le même caractère et poursuivent le même but. Le fascisme blanc équivaut le fascisme rouge. A bas tous les fascismes. — LE DECLIC.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Nous a-t-on assez rebattu les oreilles avec la sauvagerie des peuplades primitives ? Des tonnes de papier ont été noircies pour dénoncer la férocité, la cruauté des tribus barbares qui vont même jusqu'à mettre à la broche leurs ennemis vaincus et se repaître de leur chair !...

On nous offrait, en parallèle, l'héroïsme, le courage indomptable des pionniers, des explorateurs, des missionnaires qui, à coups de fusil, de canon et d'alcool ont entrepris de faire goûter à ces sauvages les beautés de notre civilisation.

Les nègres du Congo, les coolies d'Extrême-Orient savent, hélas ! à quoi s'en tenir sur les bienfaits dont ils sont redevables aux hommes blancs.

Mais, il y a une nation dont les juges pourraient rendre des points aux indigènes de la brousse équatoriale, réputés, à tort ou à raison, comme les plus sanguinaires.

Ce sont les Etats-Unis d'Amérique. Le long martyre de Sacco et Vanzetti qui, bien qu'innocents durent mourir sur la chaise électrique est encore présent dans toutes les mémoires que les juges américains remettent ça avec Bruno Hauptmann.

Cet homme a-t-il assassiné le bébé du colonel Lindberg ? Ce n'est pas prouvé. Et l'accusé proteste de son innocence avec une énergie incroyable.

Mais, serait-il coupable que les procédés employés à son égard ne seraient pas moins d'une inhumanité révoltante.

Condamné à mort, son exécution est sans cesse retardée, et, au moment où il peut espérer que des faits nouveaux lui sauveront la vie, on lui annonce qu'il va être exécuté. On fait tous les préparatifs on lui rase la tête, et au dernier moment on surseoit pour quarante-huit heures au crime légal.

Vous imaginez-vous ce que ces quarante-huit heures peuvent représenter de souffrances morales pour l'homme et sa famille ?

N'y a-t-il pas de quoi rendre fou l'individu le mieux équilibré ?

Car on ne laisse au malheureux la moindre espérance.

A l'heure où nous mettons en pages, le délai ne sera pas écoulé.

Tant qu'il a de la vie, il y a de l'espoir, dit-on. C'est vrai sauf aux U.S.A. Et il faudrait pour sauver Hauptmann de la mort plus qu'un miracle !...

Si l'on voulait faire de la littérature, on pourrait déclarer avec toute l'emphase adéquate que, par ces meurtres au ralenti, l'Amérique s'est mise au ban des nations civilisées. Hélas ! les autres valent-elles beaucoup mieux ? « Civilisation, tu n'es qu'un mot ! » — Pierre MUADES.

DRAME DU MILIEU

La presse a fait grand bruit cette semaine autour d'un drame survenu dans un palace de Monte-Carlo. Un gars du milieu de la haute a tenté de tuer son gagne-pain et s'est ensuite expédié dans l'au-delà.

Drame banale, pensera-t-on, qui montre que la bourgeoisie, si volontiers moralisatrice, a, elle aussi, son milieu.

Mais où cela tourne au scandale, c'est de voir les articles larmoyants que lui consacre la grande presse, qui nous présente les victimes en termes élogieux. Il n'est pas jusqu'au Populaire qui n'ait cru s'attendrir : drame navrant, écrit-il.

Si ce règlement de compte, au lieu de se passer à Monte-Carlo, entre gens du monde, avait eu pour décor quelque hôtel borgne de Belleville, les mêmes journaux n'auraient pas assez de formules méprisantes pour en accabler les acteurs.

Les journalistes sont si habitués à la lèche que même les maigres du grand monde et leurs gonzesses ont droit à leur dégradante admiration.

Quelle faune gluante que ces gangsters de la presse.

A QUAND LA REPONSE ?

Le Comité directeur du Front populaire, saisi d'un projet de circulaire de Vincent Aurio, destiné aux candidats quémendant les suffrages des suiveurs de cet inoffensif croquemitaine, n'a toujours pas donné sa réponse.

On se rappelle que Vincent Aurio demandait à ce que ces candidats prennent l'engagement de rester fidèles au programme du Front populaire, quelles qu'en soient les conséquences. Et Léon Blum, accourant à la rescousse, avait déclaré dans le Populaire que la question restait posée. C'est-à-dire qu'il fallait répondre clairement.

Le Comité directeur, malgré cette mise en demeure, continue de garder de Conart le silence prudent et de la carpe la discrétion insouciante.

C'est là une attitude bien regrettable, car enfin, en cette période électorale, il serait très utile de savoir si, oui ou non, les élus auront le droit d'oublier le programme mirobolant soumis à l'approbation du collège électoral par le Front populaire.

Est-ce que le Comité directeur craindrait de doucher l'enthousiasme des naïfs électeurs ? S'il en était autrement, pourquoi ne répondrait-il pas ?

PREOCCUPATION COMMUNISTE

Aurons-nous une France libre, forte... et heureuse ?

Nous trépidons d'impatience de le savoir : Et pourquoi ne pas en faire l'aveu, nous nous sentons tenaillés par une légitime inquiétude.

En effet, vous ne voyez pas que les communistes ne soient pas pourvus d'un mandat ferme des électeurs d'appliquer cette mirifique promesse ?

Pauvre de nous. Nous continuerons à vivre sous la dictature de politiciens affaîfies, courbés sous le joug d'un militarisme chatouilleux

dont les G. D. V. arrogantes continueraient à nous toiser odieusement. Quant à notre bonheur, mieux vaut ne pas en parler. Car volés par l'Etat, maintenus dans la compréhension de notre devoir social par notre Gépéou, et entraînés au boulot par nos stakanovistes, nous serions de fichus citoyens.

Aussi espérons que les électeurs feront preuve d'une sage clairvoyance. Pour notre part, nous faisons le vœu, pour forcer la victoire, de brûler un cierge sur l'autel de Saint Staline et d'enfoncer un clou dans la partie charnue de l'individu à Cachin.

• • •

FUREUR BOLCHEVISTE

Les communistes de Gentilly sont furieux que notre journal dénonce leurs petites combines locales. Dans leur canard Front rouge, ils donnent libre cours à leur fureur contre notre camarade Berger, soupçonné d'être l'auteur des communiqués parus.

Berger est accusé des plus noirs desseins et... de chercher à saboter le Front populaire.

Brrr ! c'est décidément un grand criminel. Un certain « titi », dont la chronique rappelle par l'outrance, le ton provoquant, les « papiers » du trop célèbre terrassier de service de l'Humanité, pique une crise, ce qui donne la mesure de la rage impuissante des moscouistes.

Mais, naturellement, aucun démenti n'est tenté. C'est donc que nos camarades ont touché juste.

Pourtant, nous brûlons d'impatience de savoir les causes qui ont incité Beaugrand — maire distingué de Gentilly — à tenir cachée, en cette période électorale, la superbe voiture qu'il vient de s'offrir.

Est-ce que par hasard, il ne tiendrait pas à faire la démonstration du bluff du P.C. quand celui-ci affirme qu'il est un parti différent des autres, parce qu'il aurait réussi à régenter les mœurs de ses élus et à modérer décemment leur appétit ?

En effet, les prolos du coin, en voyant Beaugrand se prélasser dans sa somptueuse voiture, ne manqueraient sans doute pas de se demander comment cet ancien ouvrier boucher a pu ainsi financièrement évoluer, si l'on peut dire. Et le résultat de ces salariales réflexions pourrait être catastrophique.

Les romanchels.

Notes et Glanes

♦ J'ai rencontré Jean Lecul, lecteur de l'Humanité. Il m'a dit : « Tu le rends compte, ces faux frères, à la 4^e Inter ! Ils ne veulent pas passer la gueule à Hitler (comprenez peuple allemand) parce que ça serait dévancer la bourgeoisie française. Quelle bande de pacifistes à la gomme ! » En effet, pour tous les Jean Lecul du monde, le meilleur moyen d'avoir la paix, c'est de faire la guerre. Triste !

♦ Le lendemain, je me suis trouvé nez à nez avec Totor Lenghmet, adhérent à la 4^e Internationale. Les ayant fait part des griefs de Jean Lecul, il m'a répondu : « Non, mais, tu le rends compte ! Se faire casser la gueule pour la bourgeoisie française ? Jamais ! Oui, je sais, il y a l'U.R.S.S. Mais, d'abord, faisons la révolution en France. Et, après, aussi vrai que je m'appelle Totor, tu verras si nous saurons la défendre, notre révolution française ; oui, mon vieux, nous aurons aussi notre armée révolutionnaire, gage de paix ! » Et Totor est convaincu qu'il est pacifiste. Il est vrai qu'il est trotskyste. Or, ce fut Trotsky qui créa l'armée rouge.

♦ Nouvelle preuve de la loyauté de la presse non bourgeoise (l'autre, on le sait, est pourrie et tendancieuse). Dimanche, l'Humanité et le Populaire ont publié la photo d'un bloc de grès sur lequel les carriers grévistes de Seine-et-Oise avaient inscrit : « 10 %, c'est bien ! Mais nous voulons nos revendications totales ! Sur l'Humanité, au-dessus, il y a la faucille et le marteau. Sur le Popu, en plus, il y a les trois flèches. L'Humanité a-t-elle caviardé les trois flèches, ou le Popu les a-t-il ajoutées ? Qui peut répondre ?

♦ Voici quelques textes de papillons édités par le P.C. à propos des élections : « Les communistes protègent l'épargne contre les voleurs ». « Les communistes veulent que la Banque de France soit la Banque de la France ». « Tiens, tiens ! Le capitalisme n'est donc plus l'ennemi ? Il est vrai que pour réaliser la France libre, forte et heureuse » on a besoin de tous les appuis ! Vive le capitalisme ! Vive l'union sacrée communiste ! Vivent les curés, les gendarmes et les gardiens de prison communistes !... « La France retrouvera sa grandeur passée avec le communisme ». Qui la lui rendra ? Cachin-Charlemagne, ou Thorez-Napoléon ?... Et par quels moyens, si ce n'est la guerre ?...

Henri GUERIN.

“SOYONS SOLIDAIRES”

Samedi 4 avril 1936, à 20 heures 30,

Salle des Jeunesses Républicaines,

10, rue Dupetit-Thouars (Métro : Temple)

SOIREE THEATRALE AU PROFIT DE L'ENTRAIDE

organisée par le Groupe Théâtral « Floral »
Au programme : Ouverture musicale, Mille Ivez. — Octave, comédie en 1 acte d'Armand Mirande. — Fin de Mois, comédie comique en 1 acte. — Méham's, de l'Européen, dans ses fines chansons. — Bernel, dans son répertoire Marseillais. — L'Usine qui Flambe, pièce sociale en 2 actes de Jean Conti.

Nota. — Le bénéfice intégral de cette soirée ira à l'entraide.

Prix d'entrée : 5 fr. Chômeurs, 2 50. Gratuit pour les enfants accompagnés.

Le groupe « Floral » ne prête son concours qu'aux organisations de gauche. Encouragez-le de votre présence.

Permanence du Libertaire

Nos camarades de la région parisienne sont prévenus qu'à partir de ce jour, la permanence du « Libertaire » est ouverte chaque après-midi à partir de 14 h. 30.

UNION ANARCHISTE

L'ennemi est chez nous !...

Dix-huit ans à peine se sont écoulés depuis que les canons se sont tus. Et, dans le monde, ce n'est que bruits de guerre.

Prenant prétexte de ce que Hitler a réoccupé la zone démilitarisée du Rhin, toute la presse s'agite : « La France est menacée » ; « Notre honneur national est bafoué » ; « Contre le fascisme, tous debout ! », etc...

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, l'« Union sacrée » déjà se réalise. Travailleurs, souvenez-vous que c'est avec des mensonges semblables qu'on vous fit marcher en 1914. Pendant plus de quatre ans vous avez cru vous battre pour la Justice, le Droit et la Civilisation. Votre sacrifice devait, pour jamais, mettre fin au militarisme et à la guerre.

En réalité, c'est pour le capitalisme international que vous vous êtes battus ; pour une poignée de profiteurs qui édifièrent sur votre misère et dans votre sang des fortunes colossales.

Aujourd'hui, vos dirigeants de tous les partis se préparent à recommencer ce crime :

LE FRONT NATIONAL, au nom de la Patrie bourgeoise, de l'honneur national ;
LE FRONT POPULAIRE, au nom de la Patrie socialiste, de la défense de l'U. R. S. S.

En fin de compte, le résultat sera le même et c'est d'abord pour Schneider, de Wendel ou Mercier que vous serez sacrifiés. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous vous crions :

CETTE GUERRE, à laquelle on vous prépare, N'EST PAS VOTRE GUERRE.

Si vous devez vous battre, c'est contre l'ENNEMI INTERIEUR : contre le fascisme et le capitalisme français.

Il ne peut y avoir d'intérêts communs entre eux et vous ; entre vos exploiters et vos oppresseurs et vous, les exploités, les opprimés.

C'EST SEULEMENT DE VOUS QUE DEPEND VOTRE SALUT

Ce n'est pas des organismes nationaux ou internationaux de la bourgeoisie. Ce n'est pas non plus de la S. D. N., tout exprès créée pour défendre les impérialismes vainqueurs contre les impérialismes vaincus.

Ne vous laissez pas entraîner dans des rivalités dont, une fois encore, vous feriez tous les frais.

Vous devez répondre par un NON ! catégorique à l'idée même de la guerre. Et vous devez venir avec les anarchistes, avec tous les véritables pacifistes, avec tous les adversaires de la guerre et de l'Union sacrée, organiser contre la catastrophe le barrage seul efficace de votre refus intransigeant, par tous les moyens, y compris la grève générale, qui, en dernier ressort, sera seule capable d'arrêter l'ignominie boucherie.

Proletaires, de toutes leurs forces, les anarchistes vous crient :

SOUS AUCUN PRETEXTE, N'ACCÉPTEZ LA GUERRE

VOUS, SES VICTIMES, DRESSEZ-VOUS TOUS CONTRE ELLE

DETOURNEZ-VOUS DES MAUVAIS BERGERS BLANCS, BLEUS OU ROUGES, QUI VEULENT VOUS Y ENTRAINER.

Et alors elle n'aura pas lieu ! ! !

La campagne antiparlementaire

(Suite de la première page)

Il importe également que tous nos amis qui sont en mesure de le faire posent sans tarder leur candidature dans leur localité, afin de disposer de panneaux pour y apposer nos affiches.

Rappelez à nouveau le texte de la déclaration à adresser au préfet du département dans lequel le candidat se présente :

Monsieur le préfet,

Je soussigné (nom et prénoms, date et lieu de naissance et profession) demeurant à..... rue..... département de..... déclare être candidat à l'Union Anarchiste aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, dans la circonscription de..... département de.....

Je désire, en outre, obtenir un panneau d'affichage.

Signer et faire légaliser sa signature par le maire de la localité.

Pour Paris et la Seine, les candidats doivent se présenter à l'Hôtel de Ville (bureau des élections) avec leur déclaration légalisée par le maire de l'arrondissement pour Paris ou la commune pour la banlieue.

Que ceux de nos amis de Paris et de la Seine qui ne peuvent se déplacer pour aller à l'Hôtel de Ville adressent le plus rapidement possible leur déclaration à Fremont, au « Libertaire », qui leur la nécessaire dans le minimum de temps.

Nous pensons qu'avec ces dispositions aucun militant digne de ce nom ne peut se dispenser de participer activement à notre propagande.

Voir ci-dessous les conditions auxquelles nous pouvons fournir : affiches, tracts, papillons, journaux.

LE COIN DES JEUNES

VERDUN, VISION D'HISTOIRE !

Il est vraiment mirabolant de voir nos Bolchoes s'en aller pèleriner dans les champs de bataille de Verdun.

C'est avec fougue que dans l'humanité et l'« Avant-Garde », ils appellent la jeunesse ouvrière à adhérer à ce pieux pèlerinage du souvenir.

Le Comité Central des I. C. va rudement fort quand il fait appel aux organisations de jeunes pour participer en masse à cette mascarade d'un nouveau genre « contre la crise et pour la génération du feu ».

Messieurs les Staliniens, croyez-vous que c'est en allant faire les idiots à Verdun que vous résoudrez la crise et lutterez contre la guerre.

Le temps n'est pourtant pas si loin où vous étiez anti-militaristes. Rappelez-vous pendant la guerre du Maroc, où à la Chambre des députés, Doriot, alors grand lutteur du parti communiste, s'écriait : « Camarades soldats, faites comme vos frères espagnols ! Fraternelisez avec l'ennemi ! ».

A cette époque, vous vous déclariez contre toute guerre impérialiste, disant aux prolétaires : « Vous n'avez rien à faire dans cette guerre, elle n'est pas la vôtre ».

Vous voulez lutter contre la crise en allant commémorer les glorieux « morts de Verdun ».

Nous nous demandons ce que la crise va bien foutre dans une telle histoire.

Ne serait-ce pas plutôt pour sceller un peu plus l'Union Sacrée ? Pour créer cette psychopose de la guerre, si nécessaire en vue d'un nouveau cataclysme ?

Si les prolétaires n'y prennent garde, d'ici quelque temps, nous serons murs pour de nouveaux Verdun. Pour la seconde fois vous trahirez, Cachin le social-patriote de 14-18 et vous tous les révolutionnaires en peau de lapin à la solde de Moscou.

Jeune ! pour barrer la route à la guerre, il s'agit de réagir. Viens avec nous pour lutter contre le militarisme et pour construire une Société où l'on ne connaîtra plus ce fléau de l'humanité.

Senez.

Pour éclairer la lanterne de Paul Faure

Dans le *Populaire* de mardi dernier, 31 mars, au sujet des livraisons de minéral de fer à l'Allemagne hitlérienne, Paul Faure écrit ce qui suit :

« Après des semaines de silence gêné, la presse inspirée par le Comité des Forges a fini par découvrir un argument en réponse à ceux qui ont trouvé anormale la livraison de 24 millions de tonnes de minéral de fer à Hitler.

« Il paraît que la Suède aurait aussi exporté du minéral en Allemagne, et il y a un gouvernement socialiste à Stockholm !

« Nous avons eu toutes les peines du monde à obtenir pour notre propre pays des précisions sur les opérations en question.

« Les chiffres que nous avons publiés sont indiscutables et d'ailleurs indiscutés.

« J'avoue n'avoir pour le moment aucun moyen qui me permette d'infirmer ou de confirmer l'information sur la nature et le volume des exportations suédoises.

« Mais je demande en quoi le fait, s'il est exact, atténuerait pour aussi peu que ce soit la responsabilité du capitalisme français.

« Il ne s'agit pas du tout de savoir si d'autres ont aidé l'Allemagne à refaire sa force militaire, en violation du traité de Versailles, et à accumuler des stocks de minéral en prévision d'une guerre éventuelle.

« La Suède et la France sont vis-à-vis de l'Allemagne sur des plans différents. C'est le moins qu'on puisse dire.

« Ne mêlons pas toutes les questions et n'embrouillons pas un débat fort clair ».

Sans doute les moyens du leader socialiste sont-ils très limités, et c'est la raison qui m'incite à lui venir en aide, oh ! en tout bien et tout honneur.

Je lui indiquerai donc que les exportations de T.O.G., le grand trust minier suédois, se sont élevées en février 1936 à 686.000 tonnes, contre 442.000 en 1935 et 196.000 en 1934 (soit une progression de 241 % en deux ans).

Je crois que pour un « fait » celui-ci a son importance, et les camarades libéraux pourront aussi en faire leur profit, au cours des discussions que ne manquera pas de susciter la campagne électorale des pacifistes de contrebande.

Voici, au surplus, les chiffres officiels, en ce qui concerne le travail accompli par nos patriotes du Comité des Forges. Ils ont été fournis par le ministre des Finances, en réponse à la question écrite (n° 14787) par le député Salette.

1935 : 24.029.410 quintaux métriques ; 1931 : 15.748.850 ; 1932 : 7.116.599 ; 1933 : 11.566.202 ; 1934 : 17.060.916 ; 1935 : 58 millions 616.111 quintaux métriques.

Ce qui, avec les chiffres de 1936, donne approximativement les 24 millions de tonnes dont il est question (puisque la progression fut continue ces dernières années).

D'autre part, comme dans le *Populaire* on ne cause jamais des exportations du manganèse indispensables au traitement de ce minéral, qui furent faites par l'U.R.S.S. et qui, de l'aveu de l'humanité, satisfont à 60 % des besoins de l'Allemagne, je suppose que, sur ce point encore, le Camarade Paul Faure manque de moyens d'investigation.

Le camarade Thorez serait bien inspiré de lui fournir des précisions.

Il paraîtrait que l'U.R.S.S. vient de prendre la décision de rompre ses négociations avec les organismes compétents de l'économie Nationale du Reich, et l'information venue de Londres ajoute :

« Les échanges commerciaux entre les deux pays consistaient essentiellement dans l'achat par les Soviétiques de produits manufacturés allemands et l'importation par l'industrie du Reich de matières premières russes. Ainsi l'économie germanique trouvait dans ces échanges un double avantage auquel s'ajoutait un troisième : la faculté dont elle a déjà usé de faire escompter les traites soviétiques à New-York et à Londres notamment, et par là de se procurer de l'argent frais et des devises étrangères.

« Les dirigeants de Moscou auraient estimé, dit-on à Londres, qu'ils ne pouvaient continuer après le coup de force du Reich à apporter à ce pays un tel concours économique. »

J'ai toujours gardé la mémoire du proverbe qui dit : « Quand on a « fait » dans son pantalon, il est trop tard pour serrer les fesses ! »

Dans les conjonctures présentes, ce proverbe est de la plus cruelle actualité.

Leurs scrupules, ou leurs remords s'ils sont capables d'en avoir, viennent trop tard aux gouvernants français, russes et suédois. Leur criminelle besogne n'en est pas moins accomplie, et toutes les dissertations savantes des politiciens ne pourront rien y changer.

Puisse la récolte qu'ils ont préparée ne pas porter des fruits trop lourds aux épaules d'une civilisation vétéridinaire.

En attendant le jour inaccessible où les peuples seront enfin capables de faire leurs affaires eux-mêmes...

LE BANLIEUSARD.

CAMARADES DE LA REGION PARISIENNE.

Pour le Libertaire,
Pour la propagande anarchiste,
Soyez tous dimanche à notre fête.

Ceux qui s'en vont...

ACHILLE LAUSILLE

Nous avons appris par la *Patrie Humaine* trop tard pour avoir pu l'annoncer dans notre dernier numéro, la mort, par suite d'un accident du travail de notre camarade Achille Lausille.

Il n'hésitait pas, on le sait à payer de sa personne.

Emprisonné en 1925 avec Jean Gérardin et Chazoff, il fit avec ses camarades une grève de la faim de 25 jours pour obtenir la réduction du quart de peine.

C'est un rude camarade, sincère et dévoué qui disparaît à l'âge de 35 ans.

Le Congrès de Pâques

AUX GROUPES ET CAMARADES

Nous rappelons que le Congrès de l'Union Anarchiste se tiendra à Pâques, les dimanche 12 et lundi 13 avril, à Paris, 10, rue Dupetit-Thouars.

Voici l'ordre du jour proposé par la Commission administrative :

- I. — Rapport moral et financier ;
- II. — Le « Libertaire » et les œuvres de l'U. A. ;
- III. — Agitation et propagande : a) lutte contre le fascisme ; b) lutte contre la guerre ; c) le Front Populaire ; d) la campagne antiparlementaire ; e) la lutte contre la répression et la solidarité ;
- IV. — L'Unité syndicale et les anarchistes ;
- V. — Renouvellement du Bureau et de la C.A. ;
- VI. — Questions diverses.

L'entrée du congrès sera libre. Tous les camarades anarchistes et sympathisants qui le désireront pourront y assister, mais il reste entendu que seuls les délégués et invités pourront participer

aux débats.

Les camarades de Paris qui pourraient loger un délégué sont invités à le faire savoir au siège du « Libertaire ».

La Commission administrative.

TRIBUNE D'AVANT-CONGRÈS

Pour des tâches positives

Voici venu le moment de faire le point sur les deux années écoulées depuis notre dernier congrès qui s'était donné pour tâche de réaliser le regroupement des anarchistes-communistes et d'assurer la parution et le développement de notre journal *Le Libertaire*.

Un ce qui concerne ce dernier, inutile d'insister longuement, les faits parlent d'eux-mêmes ; après bien des efforts sa parution hebdomadaire est maintenant assurée. Ce qui ne veut pas dire que son budget soit désormais équilibré (et ce n'est pas là une des moindres questions dont devra s'occuper notre congrès de Pâques), mais l'effort matériel et financier apporté actuellement par les nombreux camarades qui coopèrent à la diffusion et au soutien de notre journal est la meilleure démonstration que notre ligne de conduite est approuvée et que si nous voulons consolider et améliorer la situation du *Libertaire* c'est dans cette voie qu'il faut persévérer.

Les résultats sont beaucoup moins satisfaisants en ce qui concerne notre Union anarchiste. Il pèse sur notre mouvement un long passé d'erreurs et de préjugés individualistes, à l'égard de toute action coordonnée et des responsabilités qu'elle implique, dont il se corrige chaque jour davantage mais qu'il devient urgent de le débarrasser définitivement.

Je me refuse pour ma part à penser que nos camarades sont inorganisés par tempérament, sachant que la plupart d'entre eux sont organisés syndicalement ou dans des coopératives, et par surcroît militants actifs de ces organisations.

Ceux des nôtres qui nous précéderont dans la lutte sociale et qui furent les meilleurs animateurs du mouvement ouvrier d'avant-guerre, ces anarcho-syndicalistes dont nous défendons les conceptions, ont su montrer que les principes d'autonomie et de fédéralisme dont nous nous réclamons n'excluent nullement la méthode dans l'action et la coordination des efforts pour la lutte immédiate et d'avenir.

Il inclinerai plutôt à penser qu'absorbés, débordés par les tâches quotidiennes, en cette période exceptionnellement troublée, nos camarades n'ont pu comme ils l'auraient désiré se consacrer plus spécialement au regroupement anarchiste-communiste.

Si j'insiste sur ce point c'est parce qu'il y a là une besogne urgente à accomplir. Dégoûtés par les attitudes contradictoires des politiciens de gauche, de nombreux militants et sympathisants viennent à nous, avides de trouver non seulement le réconfort moral pour continuer la lutte, mais aussi un débouché à leur activité qui répond à leurs aspirations d'une action autonome de la classe ouvrière.

Or, qu'avons-nous à leur offrir dans cet ordre de chose ? Sans doute, en quelques rares endroits, des groupes, animés par des militants actifs, sont capables d'utiliser ce concours de circonstances favorables à notre développement, mais c'est là une action isolée et qui ne dépasse pas le cadre local. La plupart du temps, alors que dans une même localité se manifestent plusieurs activités individuelles, le groupe n'existe pas et le sympathisant ne sait où s'adresser pour apporter sa pierre à l'édifice que nous voulons construire.

A l'Union anarchiste, au *Libertaire*, c'est journalièrement que nous recevons des sollicitations concernant notre activité, notre ligne de conduite, nos méthodes d'organisation et souvent nous ne pouvons utiliser comme il conviendrait les bonnes volontés qui s'offrent à nous aide.

C'est pourquoi je répète qu'il faut en finir avec cet isolement préjudiciable à la bonne marche et au développement de notre mouvement. Susciter l'esprit de révolte c'est très bien ; recueillir des sympathies et les canaliser vers une besogne positive c'est là ce qu'il faut réaliser.

Nous n'avons, durant ces deux ans, accompli qu'une partie du programme que nous nous étions tracé. Nous avons certes fait beaucoup utile et nous devons nous réjouir des premiers résultats obtenus ; mais pour consolider notre position, pour asseoir notre mouvement comme il convient sur le plan social il faut une liaison permanente et fréquente entre les éléments qui ont pris la responsabilité de le rénover.

Les groupes qui se suffisent à eux-mêmes sur le plan local ne doivent pas ignorer que les plus faibles ont besoin de leur concours et que celui-ci est nécessaire pour en créer de nouveaux. C'est ce qui justifie la nécessité d'une liaison organique qui, du reste, est devenue indispensable pour rendre notre organisation capable de faire face aux événements qui s'annoncent graves pour les jours prochains.

Sur le plan financier cette inconscience a causé également un sérieux préjudice à notre activité par suite de la négligence de nombreux groupes et individualités qui pourtant avaient pris des engagements précis à cet égard à notre dernier congrès. C'est pourquoi personnellement je reste partisan des cotisations régulières, au moyen de cartes et timbres mensuels, ce qui ne saurait constituer une mesure autoritaire, comme certains le prétendent, mais

un rappel nécessaire aux camarades trop oublieux de leurs devoirs.

Ce sont, du reste, certaines appréhensions quant à l'efficacité des décisions adoptées au dernier congrès, qui ont déterminé plusieurs camarades, parmi les plus actifs militants de notre Union, à se séparer de nous pour former une organisation plus conforme à leurs vœux. Après deux ans d'efforts l'expérience de leur isolement les aura-t-elle convaincus de la nécessité d'œuvrer en commun tout en travaillant à atténuer certaines divergences d'ordre secondaire ?

Je suis pour ma part d'autant plus à l'aise pour souhaiter le retour de ces camarades que je partage à peu près entièrement leur point de vue sur l'organisation.

Le congrès de Pâques, où ils ont été invités à assister, aura à trancher ce différend. Espérons que les uns et les autres sauront faire le maximum de concessions pour faire aboutir le rapprochement qui s'impose.

Enfin le problème syndical retiendra particulièrement l'attention des délégués. Devant le fait nouveau de la réalisation de l'unité syndicale le congrès aura à se prononcer sur ce que doit être, dans ce domaine, l'activité des anarchistes.

Bref, sur ce terrain comme sur les autres, quelles que soient les décisions qui seront prises elles ne doivent nuire en rien à la bonne harmonie qui doit être la règle au sein de notre mouvement et sans laquelle celui-ci retomberait dans l'impotence et l'inertie d'où nous avons eu tant de mal à le sortir.

N. FAUGIER.

Nietzsche, précurseur de l'hitlérisme ?

Alfred Rosenberg, le grand théoricien du national-socialisme, a souvent fois proclamé tout ce que l'hitlérisme doit à la philosophie nietzschéenne. Puis, l'habitude aidant, les docteurs qui raciocinent sous le signe de la croix gammée ont fini par accaparer totalement l'écriture de *La Volonté de Puissance* et le revendiquer comme l'un des leurs.

Nietzsche national-socialiste. Voilà qui, à première vue, peut paraître bouffon.

Il est incontestable, cependant, que l'œuvre de l'apôtre de la culture intensive de l'énergie renferme en potentiel beaucoup d'idées directrices de la dictature brune d'aujourd'hui. Ainsi l'idéal d'une hiérarchie sociale fondée sur l'aptitude à commander, la conviction que la pensée obtuse des foules est traduite par la bouche des chefs et ne souffre aucune résistance.

De même que les dirigeants actuels du Reich, Nietzsche croit à la supériorité du peuple allemand. Bien qu'il tienne ses compatriotes pour des pédants insupportables, dénués de goût, intoxiqués de métaphysique et de musique, il les estime pourtant seuls capables de construire l'Etat de l'avenir et de donner naissance à une surhumanité. Les Français lui semblent à bout de souffle, parvenus à l'ultime stade de la civilisation, ne possédant plus d'esprit d'initiative, les Anglais, un peuple obtus, épais, uniquement pratique, et il croit à l'Allemagne, peuple plus jeune dont la demi-barbarie offre davantage de possibilités de progrès.

Mais où les théoriciens nationaux-socialistes s'emparent frauduleusement de Nietzsche, c'est lorsqu'ils prétendent que l'auteur du *Zarathoustra* était raciste.

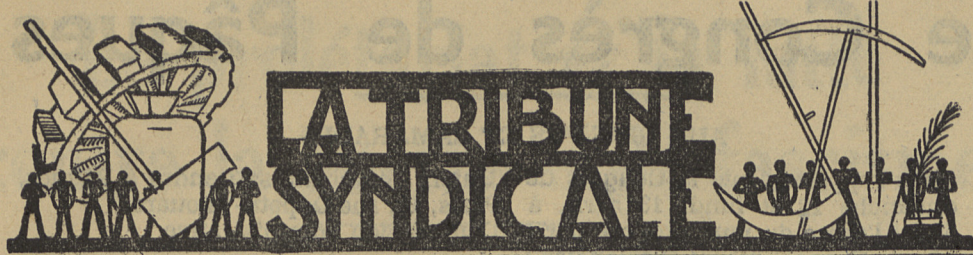
Nietzsche a toujours eu grand souci de la qualité de la race, mais non pas de sa pureté. Certains mélanges de sang lui paraissent devoir rendre la race plus forte et il préconisait le mariage entre officiers allemands et filles juives. On voit par là qu'il n'était nullement antisémite, non plus.

Il est encore une chose qui sépare formellement Frédéric Nietzsche de l'hitlérisme, c'est qu'il n'aurait jamais admis cette tutelle de l'Etat sur l'activité intellectuelle, cette domestication des lettres, des arts et même des sciences qui sévit dans le Troisième Reich. Je dirai mieux : il n'aurait point souffert la moindre restriction apportée au libre exercice de l'esprit critique et de la discussion.

Mais s'il est une conception sur laquelle le philosophe de la force et la nouvelle église de Munich sont d'accord, c'est bien celle de la nécessité de la guerre. Ils communiquent tous deux dans un même culte de la violence. Nietzsche, tout en se déclarant un bon Européen, a écrit que l'Europe avait besoin d'un bain de sang, que la guerre sacrifierait les faibles, exaltait les forts. Il estime que « c'est une vaine idée d'utopistes et de belles âmes que d'attendre beaucoup encore... de l'humanité, quand elle aura désappris de faire la guerre » et que notre continent « a besoin non seulement de guerres, mais des plus terribles — partant de retours momentanés à la barbarie — pour ne pas dépenser en moyens de civilisation sa civilisation et son existence mêmes ». Et l'évangile hitlérien, comme toutes les doctrines fascistes d'ailleurs, est-il autre chose qu'une vaine apologie de la guerre ?

...Et cela suffit pour que nous confondions nietzschisme et hitlérisme dans une même réprobation et un même dégoût.

André MONTAGNE.



Le danger du Front populaire

LES délégués au Congrès de Toulouse, cédant sans doute à un emballement bien compréhensible, ne semblent pas avoir pesé comme la situation l'exigeait, les conséquences de l'adhésion de la C. G. T. au programme cocktail du Front populaire.

Ils ont cru et suivi les mauvais prophètes venus dans un but facile à deviner, leur faire partager leur scepticisme sur les capacités de lutte de la classe ouvrière, et ils ont marché, pour l'alliance proclamée invincible, avec les classes moyennes, malgré que de nombreuses expériences se chiffrent par un bilan négatif. Quand, toutefois, elles n'ont pas tourné finalement à l'encontre des intérêts du prolétariat.

Peut-on véritablement penser que la nouvelle expérience tentée sous le nom de Front populaire peut n'être pas tout aussi décevante ? Il n'est que de voir le spectacle pré-électoral que nous donnent ses augures pour être en mesure de vérifier la fragilité d'une aussi inconcevable espérance.

En vérité, ce spectacle est si édifiant que seuls les aveugles volontaires et les sourds obstinés pourront encore quelque temps, en y mettant une supplémentaire bonne volonté, croire en la valeur du Front populaire et aux possibilités de réalisation de sa prochaine équipe ministérielle.

Eh ! oui, à mesure que les élections approchent, un malaise pénètre visiblement le Front populaire. Ah ! comme nous sommes déjà loin de l'époque pourtant récente du début, où les partis affichaient des airs de matamores. On allait voir ce qu'on allait voir.

Le chômage généralisait la misère, on proposait le remède souverain d'un programme de grands travaux.

La gent boutiquière, excellente clientèle électorale, menacée de ruines, on se faisait fort de relever ses affaires par un relèvement du pouvoir de consommation des masses.

Les paysans voyaient pourrir leurs produits faute de trouver acheteur, on proclamait que la clé de la situation résidait dans une revalorisation des produits de la terre et un développement de la consommation.

Les fonctionnaires venaient d'être frappés dans leurs moyens d'existence, on ne trouvait pas assez de mots pour dénoncer ce scandale et on signifiait hautement que les partis du Front populaire n'auraient de cesse tant que ces décrets-lois de misère ne seraient pas abolis.

Et couronnement de tout cet édifice de bluff, on se faisait fort de faire payer les riches.

Où ! sans doute pour mieux duper les prolétaires, les politiciens du Front populaire le répétaient à satiété, les riches paieraient, on était prêts à les prendre à la gorge pour qu'ils crachent une partie de leurs dividendes.

Quant aux 200 familles, elles pouvaient prendre leurs dispositions pour s'en aller jouer sous d'autres cieux plus cléments, autrement leur compte était bon.

Comment peut-il se faire qu'à la veille des élections, ces belles et ardentes velléités d'action s'atténuent si curieusement ? A quel miracle assistons-nous ? Le loup se métamorphose-t-il en agneau ? Le lion arrogant se sent-il flagéoler sur ses pattes ?

C'est fort simple. Sur le point d'être placé au pied du mur, le Front populaire se dégonfle lamentablement.

C'est là l'aveu à peine camouflé que l'arme politique n'est pas aussi efficace qu'on le prétend et que le bulletin de vote est en réalité bien peu de chose.

Les partis du Front populaire craignent de faire la démonstration de leur complète impuissance, d'où le recul stratégique qui s'ébauche.

Nous avons l'amusement de voir les conjurés triturer, voire même torturer les phrases du programme rédigé en commun, afin d'y trouver quelques bonnes excuses à servir aux électeurs au lendemain des élections.

Très significative est la polémique qui se poursuit entre les socialistes, d'une part, et les radicaux et communistes, de l'autre.

Les S.F.I.O. demandent, comme l'indique « l'initiative » de Vincent Auriol, que le programme du Front populaire ne soit pas seulement une plateforme électorale, mais encore un programme d'action gouvernementale. Aussi les partis et leurs candidats devraient prendre des engagements nets.

Une telle conception heurte les radicaux et communistes. Les premiers se refusent à voir dans le programme autre chose qu'un nomenclature de clichés électoraux, ce qui indique suffisamment quel sort ils entendent lui réserver. quant aux communistes, ils marchent à fond pour la thèse radicale, non pas qu'ils ne seraient pas ravis de pouvoir galvaniser les masses par quelques gestes symboliques, mais la diplomatie staliniste a besoin d'une équipe de gauche au pouvoir, et comme les radicaux sont appelés à la constituer, on comprend le soin des stalinistes à les soutenir et à les protéger contre les ukases des socialistes.

Il est même vraisemblable que les « bolchevistes » feront tout en leur pouvoir pour assurer la durée de ce gouvernement.

Que deviendra dès lors la bonne tarte à la crème des électeurs ? Il n'est pas besoin d'avoir recours au marc à café pour le prophétiser.

Puisqu'il est archi-démontré que tout gouvernement ne peut rien d'efficace contre les véritables maîtres du pays, que toute action gouvernementale doit s'inspirer des intérêts des féodaux. Le gouvernement du Front populaire devra pratiquer la politique qui lui sera dictée, sinon ce sera son éviction rapide du pouvoir au profit d'une équipe plus malléable.

Le gouvernement du Front populaire, s'il veut durer, devra « oublier » le fameux programme et même pratiquer une politique anti-ouvrière.

Certes, cela n'ira pas tout seul, les masses populaires ne manqueront pas de manifester leur rancœur par quelques mouvements puissants, qu'il faudra maîtriser. C'est alors que les communistes se verront contraints de se démasquer. Pour sauver le gouvernement des gauches, nous les verrons s'employer avec vigueur à freiner l'action ouvrière, à manœuvrer pour lui éviter toute passe difficile.

Que l'on ne croie pas que nous exagérions, un avenir proche viendra confirmer ce que nous avançons. Et alors ?

Ne sera-t-il pas trop tard pour le mouvement syndical pour échapper au discrédit ? N'avons-nous pas raison de regretter que le Congrès de Toulouse ait donné son adhésion au programme du Front populaire ?

Une grave erreur a été commise, souhaitons qu'elle n'ait pas des conséquences tragiques pour le mouvement ouvrier.

J. RIBEYRON.

LA VIE SYNDICALE

Très curieuse cette note de l'Union des syndicats de la Seine relative à la distribution d'un tract contre la guerre signé de plusieurs syndicats et contenant révélation d'un état d'esprit que pourtant, on essaie de camoufler.

Le tract en question reproduit le texte de la motion des correcteurs escamotée à Toulouse, parce que sans doute, elle avait le tort de proposer une position nette contre la guerre et rendait impossible toute tentative d'union sacrée.

C'est là une perspective bien faite pour déplaire aux chefs ex-confédérés et qui heurterait les sentiments bellicistes des ex-unitaires. Aussi pas ! plus rien.

La popularisation de cette motion ne pouvait que gêner nos ex-camarades, d'où la note envoyée à la presse qui avait un petit air de mise en garde. Il fallait jeter le trouble chez les syndicats de façon à paralyser toute opposition anti-guerrière.

C'est là le but caché de cette note car n'est-ce pas, personne n'a coupé dans le prétexte invoqué, il n'y a eu que de voir le tract pour constater que sa présentation ne laisse nullement croire à un patronage de l'Union des Syndicats.

Les cadres ouvriers sont décidément acquis à l'Union sacrée et à la guerre. Plus que jamais que les travailleurs veulent au gain.

On est en train de nous la préparer une nouvelle fois fraîche et joyeuse. Le langage de l'humanité ne nous laisse le moindre doute et les agissements des communistes dans les syndicats deviennent chaque jour plus clairs.

Petit fait significatif cueilli parmi tant d'autres. L'Humanité de dimanche dernier a publié le compte rendu du Conseil fédéral des cheminots, au cours duquel un débat sur la guerre s'est tenu par l'adoption d'une motion très orthodoxe par rapport à la position d'union sacrée du Bureau confédéral.

Il n'y a eu que trois absences annoncées le journal communiste et encore triomphait-il, l'une de celles-ci, celle du vieux camarade Navet, qui au nom du Nord-Belge, a déclaré :

Nous en avons assez des atrociétés des Français. Ce qui veut dire que ce vieillard calamiteux voudrait, que vite, on se lance dans une nouvelle boucherie antifasciste.

Comme on comprend l'enthousiasme de l'Humanité.

On a fort remarqué la disgrâce du fameux galopin qui présida longtemps aux destinées de la fédération unitaire des métaux.

Les communistes ne l'ont pas proposé au récent congrès de fusion de la corporation qui s'est tenu à Toulouse, pour faire partie, soit du bureau fédéral réunifié, soit de la Commission administrative, ils l'ont relégué au comité fédéral, ce qui équivaut à un limogeage.

Costé, surnommé Alfred le Pingouin par les métaux, répète partout, que ce limogeage est la conséquence de l'attitude secrète de Galopin en regard de l'Unité ! Mais alors si c'est vrai, on pourrait s'attendre à ce que le camarade Costé, unique, C. G. T. de trahison ! ne subissent pas le même sort.

Il semblerait plutôt que le clan vainqueur au P. C. se met à faire payer cher au clan vaincu les fautes qu'il a commises au temps de la radicalisation des masses et des excès durs des durs.

Car le P. C. ressemble à s'y méprendre à ses sommets, à un grouillant panier de crabes. Beaucoup de « déserteurs » de ce parti l'avaient dit, aujourd'hui nous le constatons une fois de plus.

L'Humanité s'est fortement indignée d'un compte-rendu d'une conférence de Belin sur l'Unité publié par le Peuple belge. Belin, conjuguant l'ironie avec la cruauté aurait parlé des positions internationales changeantes, ce qui, on le conçoit n'est pas fait pour remplir de joie nos « bolchevistes » qui prennent des airs de nouveau offensés.

Pour les communistes avoir réalisé l'Unité, cela veut dire que leurs adversaires doivent renoncer à toutes critiques, sinon, ils courent le risque d'être taxés d'anti-unitaires.

Nous nous trouvons devant une tentative de chantage contre laquelle il convient de s'élever avec vigueur.

Que les militants syndicalistes ne se laissent pas influencer.

Le coup de Toulouse n'empêchera pas nombre de syndicats de s'affirmer nettement sur la question de la guerre. Les syndicats de la région parisienne discutent à l'heure actuelle la motion anti-guerrière du syndicat des correcteurs et tout laisse prévoir qu'un grand nombre, sinon la majorité, tiendront à l'adopter.

Ainsi l'escamotage de Toulouse se révélera-t-il impopulaire.

L'Union des mécaniciens de la Seine, un syndicat resté jusqu'à ce jour dans l'orthodoxie confédérale la plus complète vient d'être élu à la réunion de son Conseil syndical de donner son adhésion à la motion des correcteurs.

Voilà un vote qui ne manque d'être fort révélateur sur la résistance qui se dessine contre les artisans de l'Union sacrée.

Que les militants syndicalistes redoublent d'efforts, le camp des va-t'en guerre finira par être emporté par le courant de ceux qui ne veulent pas se laisser conduire à l'abattoir.

SYNDICAT DE L'AMEUBLEMENT

DE LA SEINE (C.G.T.S.R.)

Réunion des compagnons, dimanche 5 avril, à 10 h. du matin, Bourse du Travail, chez les métaux, bureau 21, au 5^e étage.

LA VOIX DE PROVINCE

BREST

CONFERENCE FREMONT

A l'appel des libertaires et sympathisants brestois, notre camarade Fremont est venu pour la première fois à Brest conférer sur une question tant débattue. « Le Front Populaire » peut-il nous sauver ?

Une jolie assistance de 300 personnes remplissait une des salles de la Maison du Peuple, si utile aux travailleurs.

Après un préambule de R. Martin qui déclara que nous ne fuyions pas la contradiction et qu'elle serait garantie et à une heure raisonnable, à l'écoute de nos adversaires, Fremont parla à son tour sur les trois points : Le Pain, La Liberté et la Paix.

Après avoir indiqué ce que furent les premiers comités antifascistes fondés à la suite des émeutes du 6 février 1934, il montra le P. F. devant le rassemblement populaire du 14 juillet 1935.

Il fit une courte démonstration des problèmes économiques du moment et de l'incapacité du régime capitaliste à les résoudre et que vouloir les résoudre en ce régime était une grosse erreur.

Le programme du P. F. dit-il, n'est qu'un programme électoral, vide de toute substance et s'il vient au pouvoir, il se conduira comme le Bloc des Gauches de 1924 et de par les boursiers qui le composent, il donnera des garanties aux banquiers s'il veut avoir de l'argent pour sa trésorerie et quant aux grands travaux ou trouvera-t-il de l'argent, sinon chez eux.

Fremont demanda quels sont les moyens en régime capitaliste de faire payer les riches. Le problème de la liberté ne sera pas résolu par le P. F. qui, toujours par sa composition hétérogène est prisonnier des classes moyennes.

Il cite différents faits historiques où tous les partis politiques ont voulu que le régime soit d'une façon répressive contre les ouvriers et termine sur le problème de la liberté qu'il sera résolu soit par le fascisme ou la Révolution.

Sur le problème de la paix, Fremont indique à quelle désillusion va aboutir le Front Populaire et montre que Hitler a profité du traité de Versailles pour sa montée au pouvoir, que le pacte franco-russe de 1936 ressemble comme un frère à celui d'avant 1914.

Pour lutter contre la guerre, il faut avoir confiance en soi-même et la classe ouvrière devra employer les moyens les plus énergiques : insurrection, grève générale, sabotage, etc.

Son discours fut accueilli avec intérêt et sa personnalité très applaudie.

A l'appel de la contradiction, un socialiste au nom du comité fédéral de son parti (S. F. I. O.), monta à la tribune et commença par se féliciter de voir la C. G. T. rompre avec ses anciennes traditions et attaquer les communistes sur leur façon de procéder dans leur gestion municipale.

Il vint déclarer que la science est d'essence révolutionnaire, que Fremont n'a préconisé que des moyens négatifs, qu'il y avait plus d'esprit dans le cerveau d'un Paul Rivet que dans celui de nos dirigeants, qu'il fallait nationaliser le crédit, et bien d'autres choses ; il eut surtout un succès de fou-rire.

Le deuxième contradicteur, un camarade très sérieux, vint expliquer pourquoi il était pour le P. F. mais bien des réserves, il était toutefois d'accord sur certains points avec Fremont.

Ces deux contradicteurs tirèrent la tribune pendant une heure un quart, ceci pour indiquer que nous, les libertaires, ne craignons pas les explications et les idées opposées.

Fremont leur répondit facilement et indiqua au deuxième contradicteur que nous ne sommes pas, quoique celui-ci le déclare, partisans du tout ou rien ; mais c'est sur les méthodes que nous différons, et de nombreux applaudissements clouèrent ce débat.

Si notre conférence fut une excellente impression dans l'auditoire et nul doute que l'idée libertaire a gagné des sympathies.

Et certainement quand notre ami A. Faure viendra en notre ville fin mai, ce sera un grand triomphe et une poussée très grande vers notre groupement.

Il est donc d'agir au mieux de nos possibilités.

Le Laun.

MEETING CONTRE LA GUERRE

Le Comité antifasciste brestois organisait un meeting contre la guerre, le dimanche 29 mars, dans la grande salle de la Maison du Peuple.

Le dimanche 29 mars, le camarade Calvarin prit la présidence, ouvrit la séance, et donna un réconfort pour les camarades restés fidèles au Comité antifasciste, de constater que près d'un millier d'auditeurs affirmèrent par leur présence leur volonté anti-guerrière. Avant de donner la parole aux orateurs, Calvarin rappelle ce que la guerre de 1914-18 coûta de vies humaines, de blessés et mutilés, de veuves et d'orphelins dans chacune des nations bellicistes. C'est avec toute sa foi de vieux lutteur qu'il dénonce ce que seraient les horreurs et les destructions de la guerre qui nous menace.

Le camarade R. Martin s'efforça de démontrer par quels moyens on peut vaincre les populations et par quels odieux stratagèmes on leur fait accepter le carnage. Il dénonce « l'Union Sacrée » dans laquelle, déjà, on s'apprête à englober la classe ouvrière. Derrière « l'Unité », il y a les travailleurs et ce sont des travailleurs allemands, français et russes qui servent nos besoins dans cette nouvelle guerre.

R. Martin préconise divers moyens de lutte contre la guerre : grève générale insurrectionnelle, refus de partir, etc. Il ne craint pas d'affirmer que l'insurrection même, avec toutes ses conséquences, vaut mieux que la guerre.

Le camarade Valère démontre logiquement l'impuissance de la S. A. N., ainsi que les pactes et autres alliances militaires. Il met en relief les volontés maléfiques des gouvernements. Il jette un jour cru sur le rôle nocif de la presse, de la grande presse aux ordres des marchands de mort, de cette presse qui seme la panique dans le psychisme de la guerre. Il montre la duplicité de la prétendue « défense passive » et du port des masques à gaz. Il met en garde les travailleurs — de l'arsenal en particulier — et la population.

Un ordre du jour — contre la guerre, contre le massacre des populations abymées par le militarisme et le fascisme italien. Pour le désarmement total et général, pour l'abrogation du décret instituant des poursuites à l'égard des manifestations contre la « défense passive ». Réclamant la libération immédiate des lutteurs pacifistes, antifascistes et antimilitaristes emprisonnés. Demandant le rassemblement de tous les antifascistes — est adopté à l'unanimité.

Le Secrétaire : R. Plé.

Jeunesse syndicaliste brestoise

La Jeunesse syndicaliste brestoise demande aux Jeunes Syndicalistes existants en France d'entrer en relations avec elle pour unifier et rendre plus ferme ce mouvement.

Lui écrire à son siège, Maison du Peuple, Bois d'Éboulogne, Brest (Finistère).

PETITE CORRESPONDANCE

Louman. — Bien reçu l'abonnement de Mourges.

Rémonés. — Nous sommes d'accord.

Dumas, Toulon. — « Le Libéraire » a suffisamment répondu sur cette question, nous la jugeons liquidée. Les camarades ont certainement mieux à faire que de controverser à perte de vue là-dessus.

PARIS-BANLIEUE

CARRIÈRES-SUR-SEINE ET REGION

COMITÉ REVOLUTIONNAIRE ANTI-PARTEMENTAIRE DU CANTON D'ARGENTEUIL

Groupe anarchiste régional

La candidature pour la forme du camarade les groupes et militants de Cormelles, Herblay, J.-S. Boudoux ayant été posée nous informons la Frelle, Sannois, Argenteuil, Bezons, Houllier, Carrières-sur-Seine qu'ils pourront utiliser le panneau n° 5 pour l'affichage de l'union anarchiste. Bien entendu, les affiches devront être revêtues du nom du candidat pour la forme.

Nous comptons sur les militants d'Erment, de Neuvelier, d'Allain pour l'affichage à Sannois, à Argenteuil et à Cormelles.

De toutes façons, se mettre immédiatement en relations avec Terrade rue de la Fontaine à Carrières-sur-Seine qui fournira les affiches et tracts de l'union anarchiste ; il faut à tout prix nous affirmer carrément dans cette période de démagogie et de mensonges.

Au Chenil

Le prolétaire des sacs aux dos stamiliens a fondé cette semaine son petit cacas.

Un seul mot à ces chiens-couchants ; les anarchistes mettent tous les candidats dans le même sac, ils n'en favorisent aucun, tous sont des fascistes et des endormeurs, qu'on réponde à nos solutions anarchistes au lieu d'aboyer comme des petits roquets.

Pour quant, à savoir si les anarchistes espagnols méritent tous les candidats dans le même sac, et l'esprit d'union aux espoirs du prolétaire nous sommes persuadés que les anarchistes français resteront anarchistes et ne voteront pas.

Les sirènes en seront pour leurs appels désespérés.

Conférence Fremont et Le Meillour samedi prochain à Chalon les militants locaux sont invités à se déplacer pour cette réunion.

Jean Le Vieux.

GENTILLY

QUELQUES QUESTIONS ?

Les chefs communistes de la Banlieue-Sud lisent « Le Libéraire » et les articles de « l'Unité » les ont vivement intéressés. Aussi, plutôt que de laisser dans « Front Rouge » la plume à l'Unité, le lamorneur honoraire, qui écrit avec la grâce et l'esprit d'une oie qui vient de trouver une ombrelle, pourrions-nous ne répondre pas aux questions que voici, que nous leur avons déjà posées ici :

1° Oui ou non, y a-t-il eu compétition après entre Beauregard et Vallant-Couturier pour la candidature législative du canton de Villejuif ?

2° Beauregard a-t-il, oui ou non, une belle auto neuve et les chômeurs peuvent-ils s'en payer autant ?

3° Oui ou non, Le Bigot lutte-t-il pour l'Amnistie en demandant au préfet (question écrite n° 311), une réduction de loyer pour lui-même et pour de la vérité et nous dira-t-il ce qu'on pense le père Coustant ?

4° Oui ou non, les communistes sont-ils intervenus auprès du défilant, M. Fraize, à L'Hay-les-Roses pour l'inciter à nous refuser la salle qu'il nous avait accordée pour y tenir une réunion publique contre la guerre et l'armement ?

5° Oui ou non, ont-ils changé leur position de lutte contre la guerre ? Sont-ils partisans d'une France forte, d'une répopulation abondante, de l'armement de la France jusqu'au niveau de sa sécurité, du « sac au dos » pour une prochaine guerre ?

Sont-ils persuadés que l'acceptation d'une guerre ne compense pas le soutien du régime capitaliste, l'enrichissement des marchands de canons, la destruction du prolétariat mondial ?

6° Leur attitude actuelle est-elle d'accord avec celle qu'ils avaient en Allemagne quand ils luttaient, eux aussi contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr, deux faits qui ont contribué à la poussée de Hitler au pouvoir ?

7° Ont-ils voté à la Chambre pour le gouvernement Sarraut, y compris le général Maurin du Creusot, Flandin de l'Aéropostale, l'obscur Nicolle, le fasciste Pietry, etc., etc. ?

Si nous sommes des menteurs, qu'on nous le dise mais hélas...

L'Œil noir de la Banlieue Sud.

DANS LE 14^e ARRONDISSEMENT

Samedi 14 avril, à 20 h. 30, préau des écoles, 48, rue Hippolyte-Maillard, réunion publique, contradictoire, orateurs : Henri Lucien, Doutréau, Mahé, Michot et P. Odéon.

Jeudi 16 avril, au préau des écoles, 6, rue Desprez.

Samedi 18 avril, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 23 avril, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 25 avril. — Meeting pour l'Amnistie au préau Tombe-Issoire, 12, rue d'Alesia.

Jeudi 27 avril, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 29 avril, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 3 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 5 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 7 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 9 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 11 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 13 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 15 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 17 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 19 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 21 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 23 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 25 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 27 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 29 mai, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 31 mai, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 2 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 4 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 6 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 8 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 10 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 12 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 14 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 16 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 18 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 20 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 22 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.

Jeudi 24 juin, préau rue Maurice-Rouvier n° 8.

Samedi 26 juin, préau du 93 rue d'Alesia, avec Sébastien-Faure, Boudoux, Lemellour et Odéon.